



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 34 - vendredi 3 septembre 2010

### Dans ce numéro :

- Engager l'affrontement
- Au cœur du mécontentement et des mobilisations, la question de la démocratie et du pouvoir

## Engager l'affrontement

Le 7 septembre se prépare à être une journée très importante de grèves et de manifestations. Loin d'être retombée depuis la journée du 24 juin, la révolte contre la politique du gouvernement s'est approfondie avec les suites de l'affaire Woerth-Bettencourt qui révèle à quel point le pouvoir défend les intérêts des plus riches.

Alors que la crise politique s'approfondit à droite, entre les affaires et la fuite en avant dans la politique xénophobe avec les expulsions des Roms, la question des objectifs et des suites à la manifestation du 7 septembre est largement posée. Bien des travailleurs et des militants en ont assez de ces journées d'action sans lendemain et cherchent une politique pour réellement transformer le rapport de force face au pouvoir, dans la rue, par la grève.

Cette pression s'exerce sur les directions syndicales, qui après le succès du 24 juin ont appelé à cette initiative dès la rentrée. Thibault annonce que « *la CGT lancera des appels à des assemblées générales de personnel dans un maximum d'endroits pour discuter (des suites) avec les salariés* »... mais en même temps, l'intersyndicale n'a pour le moment annoncé aucune initiative entre le 7 septembre et la journée européenne de la CES le 29 janvier, alors qu'une véritable journée de grève générale est indispensable pour développer la lutte contre le projet de loi du gouvernement.

Les directions des grandes confédérations restent, quant au fond, sur la politique du dialogue social, se refusant de mettre en avant, sans ambiguïtés, la lutte pour le retrait du projet de loi. C'est ce qui vient de permettre à Chèreque de faire un appel du pied au gouvernement en lui proposant d'amender son texte à la marge.

Mais face au gouvernement et aux classes possédantes qui veulent imposer des reculs majeurs à l'ensemble du monde du travail, c'est bien la question de l'affrontement avec le pouvoir qui est à l'ordre du jour.

## La démagogie xénophobe de Sarkozy se retourne contre lui

Durant l'été, les suites de l'affaire Woerth-Bettencourt ont continué de révéler au grand jour la réalité de ce gouvernement des riches par les riches. Alors que les discours sur la rigueur à destination des classes populaires se multiplient, tout le monde a pu découvrir que la milliardaire Bettencourt s'est fait rembourser 32,6 millions d'euros au titre du bouclier fiscal début 2007 sur ses revenus 2006 déclarés à 77,7 millions d'euros... Alors qu'elle reçoit plus de 200 millions d'euros annuels de dividendes de l'Oréal chaque année ! Bettencourt aurait ainsi reçu 100 millions d'€ sur les quatre dernières années sur les caisses de l'argent public ! Et ce serait aux travailleurs de payer la facture de la dette... creusée par les largesses du gouvernement envers les plus riches ainsi que par les subventions et les dégrèvements de cotisations sociales dont profite largement le patronat.

A cela se sont ajoutées les révélations sur les mœurs de ce petit monde de privilégiés, les cadeaux divers et variés attribués par Woerth ministre du Budget et trésorier de l'UMP : vente bradée de l'hippodrome de Compiègne, légion d'honneur à De Maistre avec mensonge à la clef, sans parler de celle attribuée à Robert Peugeot, le même qui dînait en tête-à-tête avec Woerth juste après un vol de lingots d'or d'origine plutôt douteuse...

*Débat révolutionnaire* est animé par des militants du Nouveau Parti Anticapitaliste

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

Malgré les tentatives d'intimidation du pouvoir en juillet, lorsque Bertrand invectivait les journalistes de Mediapart en parlant de « *méthodes fascistes* », les tentatives de blanchiment du procureur Courroye proche de Sarkozy, la crise politique se poursuit avec un Woerth qui a le culot de se poser maintenant en victime.

Face à cette situation, Sarkozy a tenté de reprendre la main fin juillet sur le terrain des préjugés xénophobes et racistes avec les expulsions de Roms. Mais cette grossière manœuvre se retourne contre lui, y compris à droite où les rivalités de pouvoir accentuent la crise comme en témoignent les déclarations de Villepin, Rachida Dati, etc. Les « *ministres de l'ouverture* », qui ont servi jusque-là la politique populiste de Sarkozy, tentent de se démarquer... un peu, pour rapidement intégrer le giron du gouvernement.

La politique du pouvoir, c'est la fuite en avant réactionnaire, avec les déclarations xénophobes et racistes d'Hortefeux qui annonce qu'à Paris, « *un auteur de vol sur cinq est un Roumain* »... pendant que Besson prévoit d'aggraver davantage la loi sur l'immigration en alimentant les préjugés de café du commerce sur les « abus » des immigrés sur la protection sociale.

## Le dialogue social à la rescousse du gouvernement

Toute cette situation fragilise le pouvoir au moment même où il veut imposer un pas décisif de son plan de rigueur avec la contre-réforme des retraites. Fin août, Sarkozy et Woerth ont tenté d'utiliser à nouveau le « dialogue social » pour reprendre l'initiative. Dans un communiqué, Sarkozy a annoncé « *son souhait qu'il soit tenu compte de la situation de ceux qui ont eu une vie professionnelle plus dure que les autres* », se réservant des amendements à la marge sur la pénibilité. Woerth a même proposé de rencontrer les syndicats avant la manifestation du 7 septembre. Celles-ci ont refusé en déclarant qu'il n'y avait rien de nouveau... tout en attendant ce que le gouvernement va proposer comme amendement à son texte.

Profitant de cette situation, Chérèque vient de prendre les devants, en faisant quatre propositions au gouvernement : report du passage à 67 ans (âge de la retraite à taux plein) en 2018 et négociations sur la pénibilité, les carrières longues et les polypensionnés.

Déclarant vouloir « *faire avancer tout ce qui permettrait d'atténuer les effets de la réforme* », Chérèque la soutient en annonçant dès maintenant au gouvernement qu'il est prêt à accepter le passage à 62 ans comme âge de départ à la retraite et même les 67 ans pour le taux plein, puisqu'un report ne changera rien sur le fond. De même, il est prêt à diviser le mouvement en le réduisant à une négociation à la marge sur la pénibilité ou les longues carrières, participant à la manœuvre du gouvernement pour tenter de désamorcer la crise sociale qu'il craint tant.

## Contester le pouvoir et sa politique de régression sociale

La manœuvre de Chérèque prend appui sur la politique de l'intersyndicale et des grandes confédérations syndicales qui ne veulent pas parler de la lutte pour imposer le retrait du projet de loi du gouvernement. Dans son communiqué du mois d'août, non signé par FO qui n'avance pas d'autre politique sur le fond, elle déclarait : « *le gouvernement et les parlementaires doivent entendre la mobilisation des salariés et répondre à leurs revendications pour d'autres choix en matière de retraites, d'emploi et de pouvoir d'achat* »... comme s'ils n'avaient pas déjà clairement affirmé leur volonté de faire payer la crise de leur système au monde du travail, comme s'ils n'avaient pas déjà répondu par un projet de loi qui signifie un recul majeur sur la question des retraites !

Durant l'été, Chérèque déclarait sans être contesté par Thibault : « *les carottes ne sont pas cuites : ce sont les députés qui font les lois (...) et on va faire pression sur les députés pour qu'ils changent cette loi* ». Mais faire pression sur qui ? La droite ? Le PS, qui réaffirme à nouveau avec Fabius : « *Pour nous, la retraite à 60 ans est une sorte de bouclier pour les personnes les plus modestes ayant commencé à travailler tôt, mais nous disons aussi que la plupart des salariés verront, avec le temps, l'âge effectif de la retraite augmenter, et nous actons l'allongement de la durée de cotisations* » ?

Le 7 septembre ne doit pas être une manifestation pour aider la gauche au parlement, mais le point de départ d'un affrontement pour exiger le retrait du projet de loi de Woerth et revenir sur toutes les contre-réformes depuis 93, en particulier les 37,5 annuités pour tous.

Cela signifie ne pas craindre l'affrontement dans la rue en se laissant détourner par ceux qui voudraient enterrer la lutte dans les élections.

## Discuter la perspective de la grève générale

Ne pas craindre l'affrontement, c'est opposer le pouvoir de la rue, de ceux d'en bas à celui des Woerth, Bettencourt, de ce gouvernement des riches par les riches. C'est assumer pleinement la contestation politique et la crise qu'elle provoquera. Alors que le gouvernement est en difficulté, les directions syndicales n'osent même pas s'engager dans la bataille en dénonçant l'illégitimité de Woerth, mouillé jusqu'au cou dans les affaires, tant elles sont intégrées à la politique du dialogue social. « *Un vrai problème* » ont déclaré dans un interview commun aux *Echos* Chérèque et Thibault.

---

Pour ce dernier l'affaire « *polluait* » le débat, alors qu'elle révèle aux yeux du plus grand nombre le sens politique même de la contre-réforme des retraites : assurer les profits des capitalistes, des banquiers, des actionnaires en s'en prenant à l'ensemble du monde du travail.

A l'opposé des préoccupations d'appareil, la journée du 7 septembre doit servir à faire entendre la colère du monde du travail, son refus de faire les frais de la crise et son envie d'en découdre. L'exigence du retrait doit s'exprimer le plus fort possible.

De même, la lutte pour les droits sociaux se combine avec la défense des droits démocratiques remis en cause par le gouvernement. Les mesures réactionnaires et xénophobes d'Hortefeux et de Besson s'inscrivent dans cette offensive des classes possédantes pour imposer l'injustice et la régression sociale.

Le 4 septembre doit préparer la manifestation du 7 septembre. Il ne s'agit pas de défendre la République des colonialistes, des Versaillais massacreurs de la Commune. Il s'agit de faire entendre les exigences démocratiques des classes populaires frappées par la crise, à l'opposé des références à la « *sûreté républicaine* », au moment même où Aubry claironne que « *la crédibilité a changé de camp* » sur le terrain de la politique sécuritaire ou que Royal relance son projet de redressement des jeunes délinquants par les militaires.

Sur le terrain des retraites, nous devons prendre toutes les initiatives pour construire l'unité de celles et ceux qui militent pour le retrait, pour faire céder le gouvernement dans son offensive contre le monde du travail. Il s'agit de construire des collectifs de militants du mouvement, regroupant des travailleurs, des jeunes, des militants syndicaux, politiques, c'est-à-dire des cadres collectifs et démocratiques pour la mobilisation et l'animation de la lutte.

Dans les entreprises, les services, les écoles, ... des AG ont lieu sur les suites du 7 septembre, la reconduction. Menons le débat collectivement en intégrant la question de la reconductible dans la perspective de la grève générale. Un fort succès le 7 septembre doit servir à préparer la suite. Dans les syndicats, la pression doit s'exercer pour réclamer une vraie journée de grève générale avant le 29 septembre, permettant aux secteurs où la reconduction est possible de s'appuyer sur un mouvement d'ensemble pour y parvenir.

Mais un tel mouvement d'ensemble ne pourra se construire que sur des objectifs clairs, sur la base de la contestation du pouvoir, de sa politique. Partout, faisons entendre l'exigence du retrait de la contre-réforme Sarkozy-Woerth le plus fort possible.

**Laurent Delage**

[Au sommaire](#)

## **Au cœur du mécontentement et des mobilisations, la question de la démocratie et du pouvoir**

Largelement relayée par la presse, l'université d'été du Parti Socialiste s'est conclue dimanche par un long discours de Martine Aubry. Ceux qui en attendaient une réponse aux préoccupations qui touchent la grande majorité de la population, comment faire face aux conséquences de la crise, et très concrètement, dans l'immédiat, comment imposer à Sarkozy qu'il retire son projet de loi sur les retraites en s'appuyant sur le mécontentement et les mobilisations, en auront été pour leurs frais. Martine Aubry s'est contentée de taper sur Sarkozy et les conséquences de sa politique, désastreuses « *pour la France et la République* ». Et c'est promis, si le PS arrive au pouvoir en 2012, il fera mieux que la droite sur le terrain de la « relance », de la sécurité, de la « *place de la France* » dans le monde...

Quand à savoir comment, Aubry ne l'a pas dit, renvoyant aux « *travaux en cours* » dans le PS. Sauf qu'après avoir dénoncé l'injustice faite au « peuple » à qui l'on veut faire payer la crise, elle n'a pas oublié d'apporter son soutien à son « *malheureux camarade Papandréou* », l'exécuteur des basses œuvres des requins de la finance, de la BCE et du FMI du socialiste Strauss-Khan contre le « peuple » grec ... Une phrase qui vaut bien un programme.

Le PG et le PC, eux, plaçaient bien au cœur de leurs préoccupations de rentrée les mobilisations du 4 et du 7 septembre. Mais leur perspective politique essentielle, à travers ce que le PCF appelle « *un pacte d'union populaire* », n'est, dans le fond, que celle d'une nouvelle participation gouvernementale aux côtés du PS. Pour le PC, qui compte profiter de la prochaine fête de l'Huma pour lancer son projet de « *programme partagé* », il ne s'agit pas de « *rassembler l'extrême gauche* », mais de « *remettre au centre de gravité de la gauche les défis dont elle n'aurait jamais du se détourner* ». Autrement dit, tout simplement trouver un accord avec le PS pour constituer une majorité en 2012...

Mélenchon, pour sa part, concluait dimanche les journées de « remue méninges » du PG par une dénonciation de l'absurdité de la société à laquelle nous ne pouvons qu'adhérer. Mais c'était dans la perspective d'une « république citoyenne », dans laquelle nous serions tous égaux, indépendamment de notre appartenance de classe. Mélenchon prétend pouvoir changer la société dans le cadre de ses propres institutions, une révolution par les urnes qu'il semble

---

voir dans le projet de « *programme partagé* » avec le PC, et, en filigrane, l'éventualité d'un accord gouvernemental avec le PS. C'est que, constate-t-il, le PS reste « *le parti de gauche en tête dans les sondages* »...

De fait, tous font comme si la crise n'était qu'un simple décor dans lequel pourrait continuer à se jouer l'alternance droite-gauche, avec son volet « *union de la gauche* » dûment remis au goût du jour. Ce faisant, chacun évite le vrai débat, celui des réponses à la crise et des moyens d'en sortir. C'est pourtant cela, alors qu'il est manifeste que la reprise n'est pas pour demain et que la bataille pour les retraites focalise le mécontentement social qui monte de partout, qui constitue l'urgence sociale et politique.

## Une crise qui n'en finit pas de finir

La publication récente par l'INSEE du PIB du second trimestre 2010, en hausse de 0,6% par rapport au trimestre précédent, ainsi que des statistiques présentant une soi-disant baisse du chômage, ont été l'occasion, pour le gouvernement, de vanter sa politique économique et d'affirmer que la sortie de crise était bien là. Rodomontades vite dégonflées, immédiatement suivies par la révision à baisse, par le gouvernement, de ses propres prévisions de croissance pour 2011. Difficile, en effet, de pavoiser sur la « reprise » tout en continuant à justifier une politique de reculs sociaux de plus en plus impopulaire et qui coûte de plus en plus cher politiquement à Sarkozy et à la droite. D'autant que, malgré ces « signes encourageants », il est impossible de ne pas prendre en compte une réalité qui s'impose : la crise n'est pas terminée, et la France, comme les autres pays européens et l'UE elle-même restent parmi les premières cibles des menaces.

Certes, il semble qu'il y ait une accalmie sur le front des attaques des marchés obligataires contre la dette de certains pays. Mais rien n'est réglé, d'autant que les mesures prises par les États européens et la BCE consistent à lutter contre les effets de la dette... en s'endettant toujours plus. C'est ainsi que, sans tambours ni trompettes, la BCE, exécutant le plan décidé en mai dernier, rachète aux banques qui le désirent les obligations « toxiques » dont elles souhaitent se débarrasser. Le total de bon argent frais remis par la BCE aux banques en échange de leurs titres pourris atteindrait actuellement quelques 70 milliards d'euros. Des cadeaux que la BCE invite les banques à placer en dépôt dans ses caisses, moyennant intérêt, bien entendu...

Mais l'essentiel des soucis des dirigeants politiques et économiques mondiaux vient de la situation aux USA. « *Le cauchemar de Wall Street et de l'Amérique* », comme le titrait *les Echos* du 28 août, réside dans le fait que si les profits des grands groupes financiers et des grandes multinationales sont flamboyants, « *l'économie réelle* », elle, ne redémarre pas vraiment, même si des statistiques récentes font état d'un léger mieux, provoquant un accès d'euphorie des Bourses. Le chômage persiste à un niveau élevé, et touche les « classes moyennes », autrement dit les salariés les plus aisés, ceux qui, jusqu'à maintenant, avaient été plus ou moins épargnés par les conséquences de la crise. La crise immobilière qui avait frappé en 2007 les plus pauvres, atteint maintenant ces « classes moyennes », avec une baisse de plus de 27 % des mises en construction cette année. Face à la situation, Obama voudrait engager un nouveau « plan de relance », au risque de creuser encore un peu plus la dette publique déjà abyssale des USA.

Cette situation ne se contente pas de troubler le sommeil de « *Wall Street et de l'Amérique* ». La stagnation du principal importateur de la planète se répercute sur l'ensemble des autres économies, sur l'Europe, les pays émergents. Parmi ces derniers, la Chine, dont le marché intérieur est certes en cours de développement, mais pour qui les marchés des anciens pays industrialisés continuent de constituer un débouché indispensable pour les marchandises produites. Conséquence d'une baisse des exportations, mais aussi, pour une part, de la consommation intérieure, la croissance en Chine, même si elle reste forte, décélère. Ce qui n'empêche pas le flux de capitaux étrangers s'investissant en Chine de continuer à augmenter... Tant qu'il y a l'espoir de rendements juteux, la fête continue, après la spéculation le déluge. Spéculation qui, d'ailleurs, ne se contente pas d'alimenter la surchauffe dans les pays émergents, mais se jette à nouveau sur des matières premières, en particulier agricoles telles le blé et les autres céréales.

La crise actuelle, par sa globalité, par sa durée, est l'expression de la faillite de la politique menée par les sommets de la bourgeoisie, l'aristocratie financière qui, avec la complicité des gouvernements, a mis le monde en coupe réglée, accumulant des profits gigantesques entre les mains d'une minorité, et réduisant l'immense majorité à la portion congrue. Dernière illustration en date : l'annonce cette semaine des résultats des entreprises du CAC40, dont les profits ont augmenté de 85 % au cours du dernier semestre et atteignent 41,5 milliards d'euros. Ces profits faramineux iront pour une large part gonfler les stocks de capitaux à la recherche d'investissements juteux, autrement dit la spéculation. Loin d'être le signe d'une reprise, ils sont le résultat direct de la politique de classe des gouvernements qui, par leurs mesures, non seulement ne peuvent mettre un terme à la crise, ni même l'atténuer un tant soit peu, mais l'aggravent chaque jour un peu plus.

Perspective que résumait l'éditorialiste de *la Tribune* du 1<sup>er</sup> septembre, annonçant : « *après la grande récession, voilà la grande stagnation* »...

---

## La crise du pouvoir des riches pour les riches

Pour les travailleurs et la population dans son ensemble, « grande stagnation » signifie installation pour une longue durée dans la crise sociale, le chômage, la misère. Une situation d'autant plus insupportable que les profits des grands groupes, eux, ne connaissent pas la crise, et qui ajoute à la révolte que suscite l'incapacité des gouvernements, de droite comme de gauche, à mettre un coup d'arrêt à la crise, leur choix délibéré, alors qu'il est patent que les financiers, les spéculateurs, les « marchés » en sont responsables, de soutenir ces derniers et d'en faire payer les frais aux principales victimes.

La politique de Sarkozy et de ses sbires est l'exemple vivant de cette politique, et il n'est pas nécessaire de s'y étendre. Mais le PS, avec Europe écologie à sa remorque, n'envisage pas d'autre perspective. Non par manque de « radicalité » ou « d'imagination », mais parce qu'il n'y a pas d'autre politique possible dans le cadre du respect de ce qui fait la nature même du capitalisme : la propriété privée des moyens de production et d'échange, les « lois » du marché et de la concurrence. Le respect, en bref, des « institutions de la République », c'est-à-dire d'un État à travers lequel s'exerce le pouvoir sans limite de l'aristocratie financière sur l'ensemble de la société.

C'est pourquoi la crise politique qui frappe actuellement Sarkozy et le gouvernement ne peut pas se circonscrire aux partis et aux hommes qui exercent le pouvoir. C'est l'ensemble des mécanismes « démocratiques » qui assurent le pouvoir de l'État sur la société, l'ensemble des partis qui participent à sa « gestion » qui sont concernés, deviennent suspects. Cela s'est traduit, aux dernières élections, par une abstention massive. Plus grave, l'impuissance manifeste de la gauche libérale à protéger un tant soit peu les classes populaires des répercussions sociales de la crise, pire, l'empressement qu'elle met, quand elle est au pouvoir, à servir le pouvoir des riches pour les riches, contribue à nourrir l'extrême droite, qui cherche à dévoyer le mécontentement populaire. La crise politique de la « démocratie » républicaine, c'est aussi la fuite en avant dans l'escalade sécuritaire, antidémocratique, raciste, réactionnaire.

Cela n'est pas, comme le prétendent ses défenseurs, une question de respects des « valeurs » que porterait en soi l'idée de république. La seule véritable « valeur » que porte en elle la république bourgeoise, c'est celle du respect de la propriété privée... Le reste, liberté, égalité, fraternité ne sont que des mots, à géométrie variable en fonction des rapports de force sociaux, indépendamment des convictions de ceux qui la servent. Nous n'avons rien à défendre dans cette république des bourgeois, cette république dans laquelle le fait d'être « français » serait une espèce de « bien commun » derrière lequel s'effaceraient les rapports de classe. Et, si nous tenons au mot, ce que nous devons construire, c'est une autre république, sociale, démocratique, la république des travailleurs.

## S'en prendre à la racine

Car trouver une issue à la crise économique, sociale, politique exige que l'on s'en prenne à ses racines, c'est-à-dire aux fondements du capitalisme lui-même, la propriété privée des moyens de production et d'échange, la loi de « marchés » qui ne connaissent que la règle des profits immédiats.

C'est pourquoi, si les élections de 2012 constituent l'essentiel des préoccupations de l'ensemble des partis politiques de droite comme de gauche, les travailleurs, les classes populaires auraient tort d'en espérer un changement du point de vue de leur propre situation. Bien au contraire : les exemples de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal, dont les chefs de gouvernement sont les « socialistes » Papandréou, Zapatero, Socrates - ce dernier avec le soutien des élus du Bloc des gauches qui ont voté son plan d'austérité -, sont là pour le démontrer.

Les travailleurs sont seuls à même d'apporter les réponses sociales et démocratiques à la crise. L'issue de la situation dépend de leur capacité à prendre en main la défense de leurs propres intérêts, à travers leurs propres mobilisations, leur organisation. Et ils doivent, dès maintenant, se poser la question d'un gouvernement véritablement socialiste, un gouvernement de la population laborieuse, un gouvernement démocratique et révolutionnaire issu des mobilisations.

La première urgence consiste bien évidemment à prendre le contre-pied des politiques d'austérités menées par le gouvernement au service des financiers : refuser de payer la crise et, au-delà, imposer nos propres exigences sociales. Cela passe par un grand mouvement d'ensemble, des salariés, de la population, pour les salaires, l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, la fin de la démolition des retraites, de la protection sociale, des services publics, etc...

Mais notre capacité à mener ces batailles, y compris simplement défensives, est liée à la conscience que ce qui se joue n'est pas une simple bataille « économique », à travers laquelle il s'agirait seulement d'exiger notre dû face à des « partenaires sociaux » trop gourmands. Oser aller jusqu'au bout de l'organisation, de la démocratie qu'exigent dans le contexte actuel de crise des mobilisations qui se heurtent immédiatement à l'État demande la conscience de ce qui est en train de se jouer : un affrontement politique entre deux classes sociales aux intérêts diamétralement opposés. La conscience qu'il s'agit d'imposer un autre rapport de force entre classes, que c'est, finalement, eux ou nous... C'est cela qui conduit à poser la question de la démocratie, du pouvoir, de qui décide dans cette société et pour quelle classe

---

sociale. Face à la « République » qui apparaît chaque jour un peu plus comme l'incarnation du pouvoir des plus riches se pose la question, même si cela n'est pas encore à l'ordre du jour, d'un autre pouvoir, un pouvoir démocratique de la population pour la population.

Un tel pouvoir serait seul en mesure de conduire les changements révolutionnaires qui s'imposent pour extraire les racines de la crise, le pouvoir des financiers sur l'économie : expropriation des banquiers et des grands actionnaires des multinationales ; constitution d'un service financier public, placé sous le contrôle des salariés et de la population ; interdiction des Bourses et autres lieux de spéculation financière ; contrôle de la population sur la production et les échanges de biens et de services à travers une planification démocratique seule capable de satisfaire les besoins de tous dans le respect de l'environnement...

*Daniel Minvielle*

[Au sommaire](#)